

RATTACHEMENT DU MASTER 2 DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE AU MASTER ALED

1. EXPOSE DES DIFFICULTES

Le droit des entreprises en difficulté constitue l'un des trois pôles du centre d'études et de recherche en droit des procédures (CERDP). Il s'agit même du pôle historique de ce centre autrefois dénommé CRAJEFE. Il faut garder à l'esprit que la Faculté de droit de Nice est connue depuis 50 ans pour sa spécialité en droit des entreprises en difficulté, excellence qu'il faut absolument conserver tant elle contribue à notre rayonnement. Le rapport HCERES d'évaluation du CERDP qui vient juste d'être établi s'en fait largement l'écho.

Logiquement, lors de la création du Master 2 droit des entreprises en difficulté (Master DED), en 2008, la formation a été rattachée à ce laboratoire et par conséquent au Master droit privé et sciences criminelles, seul Master alors existant porté par le laboratoire CERDP.

Cela n'a posé aucune difficulté de fonctionnement et de recrutement, puisque le Master 2 droit des entreprises en difficulté recrutait nationalement.

En 2017, a été créé le Master administration et liquidation des entreprises en difficulté (Master ALED), formation en deux années reposant sur l'apprentissage. Ce dernier a été créé en dehors de la mention droit privé, constituant à lui seul une mention bien distincte, mais évidemment toujours rattachée au laboratoire CERDP. La même année a été fermé le Master 2 DED.

Comprenant l'erreur qui avait été commise, car ce Master permettait de constituer un vivier de futurs avocats spécialisés en droit des entreprises en difficulté, particulièrement prisés des grands cabinets de *restructuring* parisiens, mais également de futurs doctorants capables de mener à bien une thèse au sein du CERDP – cela a été le cas de Benjamin Ferrari, actuellement maître de conférences, et de Maxence Guastella, auteur d'une thèse remarquée soutenue en décembre 2022, la direction du Master ALED a demandé et obtenu la réouverture du Master 2 DED pour l'année universitaire 2020/2021. Cependant l'université a considéré que ce Master 2 devait ouvrir à coût constant. C'est la raison pour laquelle la seule solution a été de mutualiser totalement ses enseignements avec le Master 2 ALED.

Dans le prolongement de cette mutualisation et par souci de cohérence de la présentation de l'offre de formation de l'Université, il apparaît logique de rattacher le master 2 DED à la mention ALED. Il importe au demeurant de souligner que les évaluateurs de l'HCERES qui ont évalué le Master ALED ont marqué leur étonnement devant le fait que le master 2 DED n'était pas rattaché au Master Aled

La solution est d'autant plus cohérente que le nombre d'étudiants susceptibles d'intégrer le master 2 DED doit tenir compte du nombre d'étudiants ayant intégré l'année précédente le master 1 Aled, qui seront l'année suivante des étudiants du master 2 ALED. Il n'est pas concevable qu'une formation en apprentissage puisse compter trop d'étudiants, au prétexte de la mutualisation des cours du master 2 DED avec ceux du master 2. C'est pourquoi la capacité d'accueil du master 2 DED ne saurait dépasser 10 étudiants, afin de ne pas dépasser le chiffre de 28, la capacité d'accueil du master Aled étant fixée à 18.

Si une difficulté simplement conjoncturelle a pu se présenter au cours de l'année 2022/2023, ayant conduit à interdire de recruter des étudiants pour le master 2 DED en dehors de la Faculté, il n'est plus aujourd'hui question de cela, mais bien d'une difficulté structurelle.

Le recrutement doit naturellement être national compte tenu de la niche représentée par le master 2 DED. A terme, il ne faut pas priver aussi notre école doctorale des chercheurs qui feront les forces vives du pôle historique de droit des entreprises en difficulté, ainsi que notre faculté, du rayonnement qui a toujours été le sien, en ce domaine, comme l'a encore souligné le très récent rapport d'évaluation du CERPD.

Il est donc impératif d'en tirer les conséquences.

2. RESOLUTION DES DIFFICULTES

il est demandé à l'université de prendre la délibération suivante :

- Rattacher le Master 2 DED à la mention de Master Aled ;
- Créer au sein de la mention Aled un parcours Master 2 DED ;
- Autoriser le passage des étudiants du Master 1 ALED au Master 2 DED ;
- Limiter l'accès au Master 2 DED aux seuls étudiants titulaires d'un contrat d'apprentissage.
- Autoriser sans limitation territoriale le recrutement d'étudiants alternants pour le Master 2 DED ;
- Limiter la capacité totale d'accueil du Master 2 DED à 10 étudiants, pour tenir compte du fait que le Master 2 DED est mutualisé avec le Master 2 ALED et que ce dernier est effectué en apprentissage, sa capacité d'accueil de 18 étant, de fait, plus réduite qu'un master 2 classique.